

► Comprendre que l'engagement politique prend des formes variées (vote, militantisme, engagement associatif, consommation engagée).

L'engagement politique peut se définir comme le fait, pour un individu, de prendre parti sur des problèmes politiques par son action ou ses discours. Généralement, l'engagement politique a pour but d'exercer une influence sur les détenteurs du pouvoir. L'engagement politique peut prendre des formes variées :

• **Le vote**

Les activités conventionnelles de l'engagement politiques sont les activités liées au vote. Pour voter le citoyen doit tout d'abord s'inscrire sur les listes électorales. Puis pendant la campagne il s'informe via notamment les médias et a des discussions politiques avec ses proches. Puis le jour du vote, il exprime son opinion en allant voter. Le vote est la forme de participation politique la plus fréquente.

• **L'engagement associatif**

L'engagement associatif correspond au fait d'être membre d'une association. Ce qui peut prendre différentes formes : dons, bénévolat, service civique. Les personnes affiliées à un parti politique, un syndicat, ou encore à des associations humanitaires, culturelles, sportives, etc. sont des adhérents. Les personnes qui s'engagent dans un parti politique, un syndicat ou encore une association humanitaire, culturelle, sportive etc. sont des militants.

• **Le militantisme**

Au sein d'une association auquel il a adhéré, le militant est un adhérent actif. Ce qui signifie qu'il accepte de faire bénévolement un travail de terrain et de participer à la vie de l'association (parti politique, syndicat, associations humanitaires etc.) On peut distinguer le militant professionnel dont le recrutement et l'engagement s'inscrivent dans le cadre d'une socialisation politique déjà forte. Le parcours de ce militant est structuré, son engagement pour l'association est durable et exclusif. Dans cette forme de militantisme il y a une suprématie du collectif sur l'individu (verticalité des décisions). Le militant libéral quant à lui s'engage dans une association à des fins personnelles. Ce militant peut adhérer et militer à plusieurs associations en même temps ; et peut changer d'associations, il ne s'inscrit pas dans une carrière et est très attaché à l'horizontalité des prises de décision. Enfin, le militant pragmatique trouve son engagement dans son enracinement sur le terrain et d'une expérience qui le touche. Sa militance répond à une urgence et l'action est au cœur de son engagement. Une fois le problème résolu, le militant met fin à son engagement.

• **La consommation engagée**

Avec la consommation engagée la politique s'invite dans le marché. La participation politique ne se limite plus au vote, aux associations ou à la rue, elle se déroule également dans les supermarchés et sur internet ou les individus « votent avec leurs dollars ». Ainsi, l'acte de consommation engagée peut se définir comme le fait que les consommateurs vont déplacer leurs gestes de consommation. Dès lors, au lieu que la consommation corresponde seulement à la satisfaction des besoins, celle-ci permet en même temps de soutenir des causes collectives (enjeux écologiques, sociaux, etc). Par la consommation engagée le consommateur cherche donc à produire du changement social et mettre à l'agenda politique des gouvernants un certain nombre de sujets. La consommation engagée peut prendre trois formes : L'appel au boycott (le refus d'achat) d'un produit ou d'une marque ; et ce afin généralement de mettre en évidence les externalités ou les coûts cachés liés aux activités de certaines entreprises. Le moyen opposé « l'achat engagé » ou « *buycott* », avec l'objectif de promouvoir une cause par l'achat de tel ou tel produit fabriqué par telle ou telle entreprise. Enfin, il existe d'autres moyens moins visibles dans l'espace public, souvent plus ancrés dans les territoires et en prise directe avec le secteur de l'économie sociale et solidaire, il s'agit par exemple des systèmes d'échanges locaux, des banques du temps, des monnaies sociales, des contrats locaux producteurs-consommateurs, des coopératives de consommation, des ateliers de réparation collectifs ou encore des cafés ou épiceries solidaires etc.

► Comprendre pourquoi, malgré le paradoxe de l'action collective, les individus s'engagent (incitations sélectives, rétributions symboliques, structure des opportunités politiques).

• **Le paradoxe de l'action collective**

On observe d'une part que toute action collective a un coût pour l'individu (temps consacré à l'action, dépenses liées à l'action, et dans le cadre des conflits du travail : perte éventuelle de salaire et risque de stigmatisation de la part de l'employeur) et

d'autre part des bénéfices ou avantages obtenus par l'action collective (aboutissement de la revendication, et dans le cadre des conflits du travail : augmentation des salaires, maintien de l'emploi, amélioration des conditions de travail etc.)

Or, même les individus qui n'ont pas participé à l'action collective peuvent tirer profit de cette action. En effet, les bénéfices de l'action collective sont généralement indivisibles (retrait ou mise en place d'une réforme, hausse des salaires ...). Ils profitent donc à tous, indépendamment de la participation ou non à l'action collective. Ils ont donc la caractéristique de biens collectifs, non rivaux et non exclusifs. Or, on sait qu'en économie, le problème posé par un bien collectif est celui de sa production. Les coûts étant individuels et le bénéfice collectif, il est individuellement rationnel de ne pas contribuer à la production de ce dernier. Par conséquent, rationnellement les individus ont donc intérêt à ne pas participer à une action collective pour ne pas avoir à en subir les coûts sachant qu'ils en tireront les avantages qu'ils aient ou non participé à l'action. On désigne ce phénomène par le terme de « passager clandestin » ou du « cavalier seul » (free rider en anglais). Autrement dit, il existe une tendance pour les membres d'un groupe à profiter du bénéfice d'une action collective en cherchant à payer le coût minimum, voire à échapper au coût de cette action en n'y participant pas. Par ailleurs, selon Mancur Olson, plus grand est le groupe et plus cette tendance est importante, puisque la pression collective sur l'individu qui pourrait l'inciter à participer à l'action collective est moins forte.

Ainsi, Olson met-il en lumière un paradoxe, désigné sous le terme de paradoxe de l'action collective : « Les grands groupes peuvent rester inorganisés et ne jamais passer à l'action même si un consensus sur les objectifs et les moyens existe ». Le paradoxe démontre que compte tenu des rationalités individuelles l'action collective est improbable quand bien même les individus auraient collectivement intérêt à se mobiliser.

• **Les incitations sélectives négatives ou positives pour surmonter la tendance des individus à jouer la stratégie du passager clandestin et ainsi inciter les individus à s'engager malgré le paradoxe de l'action collective**

Pour surmonter la tendance des individus à jouer la stratégie du « passager clandestin » ou du « ticket gratuit », les organisations doivent inciter les individus à prendre part à l'action collective par le biais d'incitations sélectives. Les politiques d'incitations sélectives désignent les mécanismes par lesquels une organisation cherche à encourager la participation à une action. On peut distinguer les incitations négatives et les incitations positives.

Les incitations négatives pénalisent ceux qui ont refusé de participer à l'action collective pour ne pas en supporter les coûts (Ainsi et par exemple dans le cas d'un conflit du travail ce qui n'ont pas participé à l'action n'en tirent pas les bénéfices).

Les incitations positives consistent quant à elles à diminuer le coût de la participation à une action collective (fourniture aux seuls participants des biens et prestations (matérielles ou symboliques) qui s'ajoutent au bien collectif (c'est-à-dire au résultat de l'action))

• **Les rétributions symboliques pour surmonter la tendance des individus à jouer la stratégie du passager clandestin et ainsi inciter les individus à s'engager malgré le paradoxe de l'action collective**

Toutes les organisations n'ont pas la possibilité d'offrir des incitations sélectives conséquentes. Surtout, il est difficile de réduire l'engagement à la recherche d'avantages matériels. La notion de rétribution symbolique est alors centrale et permet d'enrichir significativement la compréhension des comportements « prosociaux ». La mise en évidence de telles rétributions ne s'inscrit pas nécessairement dans un cadre comme celui d'Olson, dérivé de la théorie du choix rationnel. En effet, les rétributions sont rarement connues à l'avance : elles se découvrent largement à l'occasion de la mobilisation, et n'entrent donc pas dans un calcul coût/avantage préalable à l'action collective.

Une partie des rétributions symboliques relève de l'estime de soi, liée au sentiment de faire l'histoire, à la satisfaction morale que procure l'engagement, le sentiment de se sentir utile ou encore de faire partie d'un collectif. Une autre partie relève de l'attachement à la cause défendue et à la volonté de défendre ses valeurs. Enfin, une dernière partie des rétributions symboliques relève des satisfactions liées à sa pratique même. Il existe un plaisir lié à l'activité militante : la solidarité, la cohésion, les risques ou les épreuves affrontés en commun ou encore les joies de la victoire ou à l'inverse les réconforts mutuels dans la défaite.

• **Le rôle du contexte des opportunités politiques comme source d'action collective et ainsi comme incitation des individus à s'engager malgré le paradoxe de l'action collective**

Des facteurs d'ordre contextuel interviennent également dans la fabrication de l'engagement politique. La notion de structure des opportunités politiques vise à rendre compte des facteurs liés à l'environnement politique susceptibles d'influer sur les conditions d'émergence, de développement (de réussite ou d'échec) d'une action collective. Ainsi et plus précisément, la structure des opportunités politiques désigne les caractéristiques du contexte politique qui influencent les chances d'un mouvement social d'atteindre ses objectifs. A mobilisation égale le contexte politique et la structure des opportunités politiques influencent les chances de succès des mouvements sociaux. La structure des opportunités politiques se compose de plusieurs éléments essentiels tels que :

- le degré d'ouverture du système politique : selon les traditions et les cultures politiques, les orientations des gouvernants, les mobilisations collectives seront plus ou moins tolérées et ainsi plus les groupes mobilisés peuvent espérer se faire entendre et voir leurs revendications aboutir

- le degré de stabilité des alliances politiques : plus les rapports entre forces politiques sont conflictuels et concurrentiels et plus les groupes mobilisés peuvent espérer se faire entendre et voir leurs revendications aboutir.

- de l'existence ou non de relais (politiques) : Plus il y a d'élus, des hauts fonctionnaires proches socialement ou sensibles à la cause et plus les groupes mobilisés peuvent espérer se faire entendre et voir leurs revendications aboutir.

- de la capacité d'un système politique à apporter des réponses aux mobilisations : Plus le pouvoir politique en place a la capacité à mettre en œuvre des actions sous forme de politiques publiques plus les groupes mobilisés peuvent espérer se faire entendre et voir leurs revendications aboutir.

► Comprendre que l'engagement politique dépend notamment de variables sociodémographiques (catégorie socioprofessionnelle, diplôme, âge et génération, sexe).

• Un engagement politique qui dépend de la catégorie socioprofessionnelle et du niveau de diplôme

On observe que la catégorie socio-professionnelle ainsi que le niveau de diplôme jouent un rôle dans l'engagement politique. Plus la PCS est favorisée économiquement, socialement et symboliquement et plus le niveau de diplôme est élevé et plus l'engagement politique (en termes de vote notamment ou d'adhésion à un syndicat ou un parti politique) est élevé. Une telle relation positive peut s'expliquer par le fait qu'un capital culturel élevé peut procurer aux individus un sentiment de légitimité dans leur engagement politique. De plus, militer implique des compétences objectives (prendre la parole en public, dans ou hors de l'organisation, écrire, planifier des actions collectives...) inégalement réparties dans la population, car assez largement corrélées au capital culturel. De même, on peut supposer que le degré d'intégration à la société (emploi stable en CDI, bien rémunéré ; fort réseau de sociabilité) favorise également l'engagement politique.

• Un engagement politique qui dépend de l'âge et de la génération

L'âge désigne le nombre d'années vécues par une personne. On peut regrouper une population par tranche d'âge. En revanche, le terme génération désigne un groupe d'individus qui sont nés au même moment et qui ont vécu lors d'une même période, ce qui peut les amener à avoir des pratiques et des valeurs communes. Ainsi, un individu changera d'âge au cours de sa vie mais pas de génération.

L'engagement politique dépend de la génération

Pour Anne MUXEL, toute génération nouvelle reprend en partie les usages de la citoyenneté et les modes de participation politique de celles qui l'ont précédée, mais elle les recompose et les réinvente aussi. Continuités et ruptures s'ajustent donc en fonction des événements, des circonstances, ainsi que des évolutions des institutions et du système politique lui-même. L'engagement politique d'une nouvelle génération se construit et prend forme à partir d'un double dynamique, celle l'héritage et celle de l'expérimentation. Il s'inscrit dans la négociation que toute génération nouvelle doit faire, d'une part, avec la culture politique dont elle hérite et, d'autre part, avec les conditions d'expérience propres à la conjoncture historique et politique dans laquelle elle prend place. C'est dans cette tension que la politisation d'une nouvelle génération prend son essor et qu'elle doit être interprétée.

La génération des baby-boomers a été une génération particulièrement mobilisée politiquement. Durant les années 60-70, les conflits du travail sont nombreux et l'engagement syndical est relativement important. Par ailleurs cette génération va être à l'origine d'un mouvement social majeur en mai 68 qui concernera tout d'abord le monde étudiant puis s'étendra ensuite au monde du travail.

En revanche selon Anne MUXEL l'engagement politique de la génération Z (à partir de 1995) se fonde d'abord sur un désir d'autonomie et de non-embrigadement dans les organisations politiques traditionnelles. Cette génération ne veut pas se soumettre à l'ensemble d'une stratégie politique et entend garder son libre arbitre pour pouvoir réagir en fonction de ses convictions ou des circonstances. Le refus des étiquettes politiques ainsi que de toute forme de militantisme traditionnel est affirmé. Elle peut avoir de véritables engagements, mais ces derniers sont souvent de courte durée. Le sociologue Jaque ION qualifie cette forme d'engagement de non conventionnel et ciblé. Ainsi, la génération Z développe de nouvelles formes de militantisme prenant appui sur des initiatives plus autonomes, plus individualisées et plus ciblées. De même la génération Z privilégie des modes d'action non conventionnels et directs, souvent protestataires, elle est moins dans le discours, moins dans l'idéologie, moins dans l'organisation. Elle est sans doute davantage dans l'expressivité et davantage dans l'émotion.

L'engagement politique dépend de l'âge

On observe des disparités importantes en termes de vote en fonction de l'âge. Le taux d'abstention aux différentes élections est généralement beaucoup plus élevé chez les jeunes que chez les seniors.

Une autre différence entre les jeunes et les personnes plus âgées peut être notée, s'agissant de la disponibilité des personnes pour la mobilisation collective en fonction de l'âge. Pour Anne MUXEL si la reconnaissance de la légitimité de la protestation politique s'est assez largement diffusée dans la population, celle-ci s'affirme d'autant plus que l'on est jeune. Les jeunes se mobilisent aussi davantage que leurs aînés pour les causes humanitaires ou engageant les valeurs humanistes et universalistes et d'une façon générale lorsqu'une atteinte aux droits des personnes est perçue et dénoncée. La diversité des sujets de mobilisation collective montre que, les jeunes sont relativement peu centrés sur des problèmes qui leur seraient spécifiques, et très centrés sur les

problèmes touchant au fonctionnement et à l'organisation de la société.

Selon Anne MUXEL, il faut également souligner la propension des jeunes à choisir le terrain associatif plus que les organisations traditionnelles, partis ou syndicats. Leur engagement associatif correspond à leur demande d'actions concrètes et directes. Il répond à une conception de l'engagement plus libre, sans embrigadement, sans tutelle hiérarchique, et pouvant s'exprimer de façon ponctuelle. Les jeunes peuvent rallier certaines mobilisations impulsées par des associations, se reconnaître dans les causes défendues, sans pour autant franchir le pas d'une adhésion ferme et durable.

Enfin, dernier trait de la panoplie de l'engagement des jeunes générations, celui qui renvoie à ses outils et moyens d'expression. Familiers des techniques de communication et des nouvelles technologies, les jeunes savent mieux que leurs aînés instrumentaliser l'action collective et son indispensable médiatisation.

• Un engagement politique qui dépend du genre

Globalement les hommes participent plus à la sphère politique que les femmes. Les femmes sont sous-représentées dans la plupart des mandats électoraux. Cette inégalité traduit d'abord les différences de position dans l'espace social et, concernant les femmes, varie en fonction de leur rapport au travail. Plus elles sont intégrées dans cet univers et plus leur comportement s'aligne sur celui des hommes. A niveau de diplôme et d'activité égal les femmes s'engagent moins dans la politique et son univers conflictuels.

Les femmes sont moins tentées que les hommes de participer à des actions contestataires. S'engager dans une activité militante pré suppose l'incorporation durant la socialisation primaire et ou secondaire d'inclinations à la contestation et à l'action collective. Mais en raison de la dimension genrée de la socialisation ces dispositions sont inégalement distribuées entre femmes et hommes. Ainsi, ce sont ces derniers qui disposent plus massivement du goût pour la contestation et l'action collective tandis que la socialisation des premières aura tendance à les tenir à distance du militantisme. La sociologie du militantisme a également insisté sur l'importance des « disponibilités biographiques », entendues comme l'absence de contraintes personnelles, telles que l'emploi, la vie de couple ou la parentalité, le maintien d'une forte inégalité dans la répartition des tâches ménagères et des soins des enfants constitue un frein beaucoup plus conséquent à l'engagement des femmes qu'à celui des hommes.

► Comprendre la diversité des transformations des objets de l'action collective (conflits du travail, nouveaux enjeux de mobilisation, luttes minoritaires), des acteurs (partis politiques, syndicats, associations, groupements) et de leurs répertoires.

Une action collective est une action commune et concertée des membres d'un groupe afin d'atteindre des objectifs communs dans un environnement donné.

• La diversité des transformations des objets de l'action collective

Des transformations qui concernent les conflits du travail

Durant tout le XIX^{ème} siècle les conflits du travail ne sont pas institutionnalisés. Ils sont relativement peu nombreux et relativement très violents, la répression dont font l'objet les ouvriers est importante.

A la fin du XIX^{ème} siècle, les conflits du travail vont s'institutionnaliser avec le vote de deux lois majeures. En 1864 c'est la reconnaissance du droit de grève, puis la loi de 1884 autorise la création des syndicats. Ainsi, du début du XX^{ème} siècle jusqu'aux années 80, les conflits du travail sont très nombreux, ils sont institutionnalisés (le rôle des syndicats est, alors, très important). Dans une période de croissance économique soutenue et une conscience de classe forte, les conflits du travail sont offensifs, c'est-à-dire que les conflits ont pour objet d'obtenir de nouveaux droits sociaux, une hausse des rémunérations ou encore des améliorations dans les conditions de travail etc. Les conflits du travail au cours de cette période sont un moteur du changement social.

Toutefois, à partir du début des années 80, plusieurs facteurs vont participer à transformer les conflits du travail. Parmi eux on peut citer notamment : le ralentissement de la croissance économique, la montée du chômage, la baisse de la syndicalisation et la montée de l'individualisme. Ainsi, les conflits du travail vont devenir plus défensifs, désormais il ne s'agit plus d'acquérir de nouveaux droits sociaux mais de maintenir les droits sociaux acquis (conflits sur les retraites ou visant le maintien de l'emploi par exemple). Par ailleurs, le rôle des syndicats va s'affaiblir au profit d'autres formes d'organisation des travailleurs telles que les corporations.

Toutefois, même s'ils déclinent numériquement il convient de souligner le fait que les conflits du travail persistent et restent même prédominants dans nos sociétés modernes.

Des nouveaux enjeux de mobilisation à travers les Nouveaux Mouvements Sociaux (NMS) ...

A partir des années 60, vont se développer dans les sociétés modernes des NMS qui vont se caractériser par de nouveaux enjeux, dans la mesure où ils élargissent le domaine du droit c'est-à-dire qu'ils ne visent plus seulement à agir sur le domaine du droit du travail (conflits du travail), mais ces NMS vont prioritairement s'attacher à défendre de nouvelles valeurs qualifiées par certains auteurs de post-matérialistes : l'égalité, la tolérance, la fraternité, le bien-être, la nature etc. Force est donc de constater qu'aux revendications catégorielles semblent s'être substituées des revendications qualitatives susceptibles d'impliquer la société

dans sa globalité et non plus seulement le monde du travail. Ce sont désormais ces NMS qui jouent une place majeure dans le changement social.

Pour le sociologue, Ronald INGLEHART, ces NMS trouvent leurs origines dans l'élévation des niveaux de vie liée au développement économique qui conduit à un changement culturel dans les nouvelles générations plus diplômées. Il observe une nette tendance au recul de l'attachement à l'amélioration des moyens de subsistance et à la sécurité dans les pays développés ou en voie de développement : ces valeurs « matérialistes. » seraient remplacées par d'autres objectifs, dits post-matérialistes liés à l'épanouissement de la personne et à des revendications touchant à l'approfondissement de la démocratie. Cela explique que ce type de comportement soit le fait de milieux sociaux plus privilégiés que défavorisés.

... ou bien encore les luttes minoritaires

Certains NMS peuvent être qualifiés de luttes minoritaires. C'est Louis WIRTH qui donne en 1945 une définition sociologique de ce que l'on peut appeler les minorités. Cet auteur met l'accent non pas sur un critère numérique, mais sur l'expérience de la discrimination comme dénominateur commun d'un groupe social. Une minorité est un groupe de personnes qui, en raison de leurs caractéristiques physiques ou culturelles, sont distinguées des autres dans la société dans laquelle elles vivent, par un traitement différentiel et inégal, et qui par conséquent se considèrent comme victimes d'une discrimination collective.

De même, pour Didier et Éric FASSIN, « la minorité, à la différence de la communauté, n'implique pas nécessairement l'appartenance à un groupe et l'identité d'une culture ; elle requiert en revanche l'expérience partagée de la discrimination ». Le concept de « minorisé » permet alors de rendre compte de cette position dominée dans la société. L'exemple type de luttes minoritaires serait donc le mouvement des droits civiques aux États-Unis dans les années 60. Les personnes de couleur étant jusque-là fortement discriminées. Mais on peut aussi penser aux mouvements féministes ou encore au mouvement LGBT. En revanche certains NMS ne sont pas, par définition des luttes minoritaires, tels que le mouvement environnemental ou le mouvement altermondialiste.

• Les transformations des acteurs de l'action collective

Du côté des acteurs de l'action collective, on peut noter que les syndicats et partis politiques ont vu leur rôle décliner au cours des décennies passées et ont perdu le monopole de la protestation, au profit d'une part des associations et d'autres part d'organisations ou de groupements. Ces derniers ne vivent, parfois, que le temps de l'action, sans leaders identifiés, peu institutionnalisés, et privilégient un fonctionnement informel, décentralisé et en réseaux (à l'instar du mouvement des gilets jaunes).

Mais il ne faut pas oublier que les acteurs les plus institutionnalisés (partis politiques et, plus encore, syndicats) restent les principales « organisations de mouvement social ».

Par ailleurs, si on observe l'émergence de « nouveaux militants » (Le militant libéral et le militant pragmatique) il n'en demeure pas moins que les militants traditionnels perdurent (Le militant professionnel). Ainsi, on peut souligner tant l'existence de militants traditionnels totalement investis dans leurs organisations que de militants « affranchis », attachés à leur liberté de pensée, à leur autonomie, refusant les mécanismes de délégation, s'engageant pour des actions aux objectifs bien identifiés et susceptibles de mettre à tout moment un terme à leur engagement.

• Les transformations des répertoires de l'action collective

La notion de répertoire d'action collective a été forgée par Charles TILLY. Ce auteur insiste sur l'idée que chaque groupe développe son propre rapport à la contestation et que les techniques utilisées diffèrent selon sa culture, ses traditions, ses habitudes, ses moyens et l'interaction que va rendre possible ou au contraire complexe l'usage de tel ou tel répertoire. Le choix d'un mode d'action sera fonction de trois éléments : les moyens que l'époque permet ; la culture singulière du groupe activiste ; la situation d'interaction avec les forces répressives. Selon Charles TILLY on assisterait à une modification profonde des répertoires d'action collective à partir du milieu du XIX^{ème} siècle. Les répertoires de l'action collective regroupent donc toutes les formes d'action à la disposition des individus. Ces répertoires évoluent en fonction de la structure des opportunités politiques, à savoir de ce qui est ou non permis, possible ou pas, mais aussi des acteurs qui y font appel.

On peut tout d'abord souligner le fait que la grève (action collective consistant en une cessation concertée du travail par les salariés d'une entreprise ou d'une administration, d'un secteur économique, d'une catégorie professionnelle ou par extension de toute autre personne productive) ait vu son rôle décliner au fil des décennies.

Aujourd'hui, la manifestation apparaît comme une forme d'action collective privilégiée et ce pour plusieurs raisons : action visible, pluralité des formes (défilé calme ou agité, présence de banderoles et/ou de sons ou non, déguisements etc.), capacité informative forte (banderoles, slogans etc.), établissement d'un rapport de force, ou encore coûts moindres que la grève etc.

Enfin, il existe désormais des actions non conventionnelles, des formes atypiques de protestation collective, c'est-à-dire qu'elles échappent dans une large mesure au dispositif traditionnel qu'est la grève et aux dispositifs institutionnels de concertation. Elles sont le produit plus ou moins spontané de la capacité de réaction du corps social, d'une forme de « contrôle démocratique » mettant directement en cause l'ordre établi. Parmi elles on peut citer : les boycotts, les marches, les occupations de locaux, les expositions et les campagnes publicitaires, les sit-in, les pétitions etc. Il s'agit à travers ces types d'actions d'interpeller les populations et ce notamment en ayant recours aux médias. La grande majorité de ces autres formes d'action collective sont mises en œuvre par les nouveaux mouvements sociaux.